



DECLARATION LIMINAIRE A LA CAP LOCALE D'AFFECTION DES INSPECTEURS – MOUVEMENT DU 1^{er} SEPTEMBRE 2015

Monsieur le Président,

La crise économique et celle des institutions ont créé une perte de repères et le décrochage des citoyens envers les choix effectués par un gouvernement sourd aux alertes des électeurs. Depuis plusieurs mois, la colère s'est installée.

A la DGFIP, la mise en œuvre de la revue des missions et les orientations nées de la démarche stratégique ont des impacts néfastes sur nos missions, nos structures et nos emplois. Depuis plus de 10 ans, notre administration a été placée dans une machine à broyer le service public et les fonctionnaires. S'ajoutant aux suppressions massives d'emplois, plus de 30 000, les vacances d'emplois passées sous silence par la Direction Générale altèrent la qualité de nos missions et du service rendu aux usagers.

Les pouvoirs publics (qui continuent de prôner les suppressions d'emplois et les fermetures de trésoreries) s'orientent vers un accueil dématérialisé au lieu de renforcer l'accueil physique.

Pour Solidaires Finances Publiques, cette casse de la DGFIP doit cesser. Nous exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois et qu'un plan de recrutement à la hauteur des enjeux soit rapidement mis en œuvre. Cela commence par l'appel immédiat de toutes les listes complémentaires pour tous les grades.

La volonté délibérée de désengagement de l'Etat, de son rôle de lien social et de service public de proximité, se révèle. La désertification du milieu rural est programmée et avec elle le repli de l'action publique. D'autres choix sont nécessaires pour préserver un maillage territorial renforcé en effectifs. C'est un enjeu citoyen.

Nationalement, sur la volumétrie des emplois, nous constatons qu'au 1^{er} septembre le nombre d'IFIP réellement en poste est déficitaire à hauteur de 190 emplois et Solidaires Finances Publiques exige l'appel de la liste complémentaire. L'excédent défini par la DG ne prendra effet qu'au 1^{er} mars

2016 lorsque les IFIP de la dernière promotion auront terminé leur stage pratique. La méthode de calcul retenue par l'administration centrale est dangereuse à plus d'un titre :

- elle banalise les stagiaires en les assimilant à des IFIP opérationnels. Dès lors les directeurs locaux attendent que ces stagiaires soient productifs et contribuent à la réalisation des objectifs de leur direction.
- elle ne permet pas à ces nouveaux inspecteurs d'appréhender en toute sérénité les stages prévus pour compléter leur formation.

La CAPN s'est terminée le 1^{er} juillet 2015. Nous avons constaté d'importantes modifications entre le projet et le définitif mais de nombreuses situations compliquées n'ont pu être solutionnées.

Au total, 5395 agents ont effectué une demande de mutation – première affectation. 2280 agents figuraient au projet. 246 d'entre eux obtiennent un vœu mieux placé, et 336 agents obtiennent une affectation alors qu'ils n'avaient rien au projet. 716 demandes de rapprochement ont été déposées. 608 ont obtenu leur rapprochement ou un vœu en liste normale mieux placé

Deux éléments doivent être particulièrement analysés :

- le haut niveau de coupure qui ressort une fois encore de ce mouvement de mutation 2015.
- la volumétrie des agents affectés ALD qui ne cesse de croître du fait de l'augmentation des possibilités d'apports au titre du rapprochement de conjoint.

Pour Solidaires Finances Publiques la multiplication des affectations ALD sur les directions précarise les agents et laisse tous pouvoirs aux directeurs locaux d'agir dans la plus totale opacité.

Solidaires Finances Publiques réaffirme sa détermination à voir appliquer pour l'ensemble des agents l'affectation la plus fine possible dès le mouvement national.

Localement, Solidaires Finances publiques dénonce la mise en place de réformes de structures à marche forcée qui ne permet pas aux agents d'anticiper leur devenir.

Nous demandons à ce que ces agents puissent participer soit au mouvement général soit au mouvement complémentaire en fonction des périodes ou ces modifications de structures sont connues.

S'agissant de cette CAPL, il reste à évoquer les marges de manœuvre dont elle dispose. Il y a à ce jour 62 vacances. Nous attendons que toutes les vacances d'emplois intervenant d'ici le 1^{er} mars 2016 connues avant cette CAP soient prises en compte.

Sur 30 demandes, 20 agents obtiennent leur 1er vœu, soit 67 %, 5 agents obtiennent leur 2ème vœu soit 17 %, 2 agents obtiennent leur 4ème vœu, soit 6 %, 3 agents n'obtiennent aucun vœu, soit 10 %.

Solidaires finances Publiques exige que tous les agents affectés sur une mission structure soient en local affectés sur un poste relevant de cette mission structure et ce dans le respect de la règle de l'ancienneté administrative.

Tous les agents concernés à l'issue des Cap locales pour les agents affectés ALD par un changement de sphère professionnelle devront impérativement faire l'objet d'un dispositif de formation d'adaptation à l'emploi.

Compte tenu du nombre de postes restant vacants à l'issue de ce mouvement et des agents n'obtenant pas leur 1^{er} vœu, Solidaires Finances Publiques votera contre ce projet.

Enfin, nous tenons à remercier les agents du service des Ressources Humaines pour leur disponibilité.